

Enfin, nous devrions exercer toutes les pressions possibles sur les Nations Unies pour qu'elles fassent quelque chose. Si les Nations Unies n'agissent pas en vue de régler ces problèmes, elles deviendront encore moins importantes qu'elles ne le sont actuellement. Après tout, il s'agit d'une question des plus graves. Deux millions de personnes sont mortes, et la communauté mondiale devrait s'en préoccuper. Je termine en demandant une fois encore au gouvernement d'envisager sérieusement une subvention quelconque en faveur de Canairelief de façon à nous permettre de participer au soulagement des souffrances du Biafra. Si nous ne le faisons pas, comment pouvons-nous espérer établir une société juste ou une démocratie directe?

**M. Ian Wahn (St. Paul's):** Monsieur l'Orateur, tous les députés, non pas seulement ceux de l'opposition, veulent la fin de la guerre au Nigéria. Ils veulent aussi apporter un secours efficace aux impuissantes victimes de cette guerre, les civils, les femmes et, surtout, les enfants innocents. Pas de doute possible là-dessus; la question est de savoir comment procéder. Que devrions-nous faire?

Parfois, en songeant à cette désastreuse guerre civile, si cruelle, si destructrice, si futile et, au fond, si stupide, on se demande si elle est rien de plus qu'une lutte acharnée pour le pouvoir entre deux factions militantes, une lutte pour s'assurer le contrôle des ressources humaines et naturelles de ce grand pays, de ses millions d'habitants et de ses vastes ressources en pétrole, en minéraux et autres.

Le général Gowon et ses militaires mènent une lutte à mort contre l'ancien colonel, aujourd'hui le général Ojukwu et ses militaires, bien que, il y a quelques années à peine, ils prenaient place autour de la même table pour discuter amicalement de la façon dont ils gouverneraient l'ensemble du Nigéria. Ils s'appelaient alors par leurs prénoms, c'était Jack, Emeka, Bob et Harry.

**M. Peters:** Qui est Harry?

**M. Wahn:** Est-ce autre chose que l'éternelle et fatale politique de puissance, où des chefs militaires implacables se disputent l'influence, la richesse et le pouvoir, pendant que leurs peuples gémissent, souffrent et meurent? Il y a un vieil adage russe qui exprime fort bien cette pensée: «Quand les nobles se battent, les paysans ont le crâne fendu». Cette guerre au Nigéria n'est-elle pas un nouvel exemple de cette vieille politique de puissance?

Qui fournit les fonds pour payer les publicitaires de choc et leurs campagnes coûteuses  
[M. Nystrom.]

qui semblent si nécessaires dans notre société moderne pour soulever l'indignation des gens, les activer, les lancer dans des croisades? Qui paie la note? D'où vient l'argent? Vient-il des établissements commerciaux qui espèrent se dédommager en obtenant des concessions d'un côté ou de l'autre pour exploiter les riches ressources naturelles du Nigéria? Demandent-on aux députés de se laisser bernier et jouer dans cette lutte pour le pouvoir? J'aimerais le savoir. Certains membres de l'opposition ont parlé avec beaucoup d'autorité. J'aimerais avoir leur confiance et les connaissances qu'ils semblent posséder. Ont-ils vraiment la solution? Disposent-ils vraiment de renseignements que les autres d'entre nous ne connaissent pas?

Le débat d'aujourd'hui a porté sur bien des choses. Certaines interventions sont allées bien au-delà des limites de la motion en demandant, par exemple, que le Canada présente aux Nations Unies une résolution demandant un cessez-le-feu immédiat. D'autres orateurs ont déclaré que nous devrions demander aux gouvernements britannique, russe et français d'arrêter sans délai les envois d'armes aux belligérants. Monsieur l'Orateur, donner suite à des propositions de ce genre serait vraiment, de la part de la Chambre des communes du Canada, se livrer à des gestes vains. L'an dernier, environ à cette époque, la Chambre a soumis l'ensemble du problème de la guerre civile au Nigéria à son comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Après de longues audiences, nous avons déposé notre rapport le 6 novembre. En fait, ce rapport comportait une sérieuse mise en garde contre de tels gestes pleins de panache, mais sans effet. En revanche, le comité permanent a fait un certain nombre de propositions pratiques dont beaucoup ont été adoptées et dont certaines ont trouvé un écho dans l'allocution du premier ministre (M. Trudeau).

● (9.20 p.m.)

**M. MacDonald:** L'honorable député dirait-il ce qu'on a adopté?

**M. Wahn:** Volontiers. Cependant, j'aimerais féliciter le député de Greenwood (M. Brewin) d'avoir évité cette fois-ci des gestes aussi flamboyants et aussi inutiles, et d'avoir posé une question relativement simple dans sa résolution: le gouvernement canadien en tant que tel devrait-il aider financièrement Canairelief à faire des vols de nuit au Biafra? L'opposition officielle reconnaît elle aussi que les vols de nuit au Biafra constituent l'essen-